

**Point de presse du porte-parole -
Ukraine/Déplacement de M.
Matthias Fekl - Ukraine/Regain de
tensions dans l'Est -
Argentine/Arrestation d'un
responsable de la disparition de
Marie-Anne Erize durant la
dictature - Israël/Territoires
palestiniens
(Paris, 01 février 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Ukraine - Déplacement de M. Matthias Fekl (1-2 février 2017)

Dans le prolongement du forum d'affaires franco-ukrainien du 28 octobre dernier, M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, se rend en Ukraine, à Marioupol et Kiev, les 1er et 2 février 2017.

La France soutient les avancées importantes dans la mise en oeuvre des réformes et souhaite continuer à accompagner l'Ukraine.

À Kiev, M. Fekl s'entretiendra avec les autorités et les acteurs politiques ukrainiens. Il rencontrera également la communauté française.

À Marioupol, le secrétaire d'État remettra un appareil de radiologie mobile à l'hôpital des urgences de la ville, qui traite les victimes civiles des combats.

2 - Ukraine - Regain de tensions dans l'Est

La France condamne fermement la reprise des combats qui ont fait plusieurs victimes ces derniers jours dans l'Est de l'Ukraine, notamment à Avdiivka. Nous appelons toutes les parties à la retenue et, en particulier la Russie, à user de son influence auprès des séparatistes. Nous appelons à l'application immédiate du cessez-le-feu prévu par les accords de Minsk.

Comme nous l'avons rappelé avec notre partenaire allemand hier à l'OSCE, nous soutenons les efforts de la Mission d'observation de l'OSCE et du Centre conjoint pour le contrôle du

cessez-le-feu (JCCC) pour parvenir au plus vite à une désescalade. Nous appelons le JCCC à garantir l'accès et la sécurité des observateurs de l'OSCE à Avdiivka ainsi que dans l'ensemble des zones relevant de son mandat.

La France est également très préoccupée par l'aggravation de la situation humanitaire dans l'Est de l'Ukraine. Nous exhortons les parties à garantir le plus rapidement possible l'accès des populations civiles à l'eau et à l'électricité.

La mise en oeuvre des accords de Minsk, pour laquelle la France reste pleinement engagée dans le cadre du «format Normandie», est la seule voie possible pour la résolution du conflit.

Q - Comment pouvez-vous commenter le développement de la situation en région de Donetsk, notamment en Avdeevka (Avdiivka), où il y a un regain d'affrontements militaires, une dizaine de personnes ont été tuées depuis dimanche dans des combats près de cette ville ?

R - Je vous renvoie à ma déclaration à ce sujet.

3 - Argentine - Arrestation d'un responsable de la disparition de Marie-Anne Erize durant la dictature (31 janvier 2017)

Nous avons appris l'arrestation, le 31 janvier dernier, de l'ancien lieutenant des services de renseignement argentins, Jorge Antonio Olivera, par la police fédérale argentine. Celui-ci était en fuite depuis 2013, peu de temps après avoir été condamné à la réclusion à perpétuité pour la détention illégale et la disparition, le 15 octobre 1976, de notre compatriote, Marie-Anne Erize, dans la province de San Juan.

La France salue la détermination de l'Argentine à rendre justice aux victimes de la dictature et à leur famille.

La France rappelle son attachement à la lutte contre l'impunité, au droit à la justice et à la vérité et se félicite de l'excellente coopération entre la France et l'Argentine dans ce domaine.

Nos deux pays poursuivent leur campagne conjointe de promotion de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, signée à Paris le 6 février 2007 et entrée en vigueur en 2010.

4 - Israël - Territoires palestiniens

Q - Israël annonce encore 3.000 constructions de logements dans les colonies illégales de Cisjordanie occupée, la troisième annonce de ce genre en une semaine. Quel avenir pour les efforts français, voire internationaux après le 15 janvier, de relancer un processus de négociation équilibrée dans un pareil contexte ? Doit-on subir de façon permanente la

politique illégale israélienne de colonisation ou y a-t-il une réponse appropriée du côté de la France, de l'Europe ou de la communauté internationale ?

R - Les autorités israéliennes ont annoncé hier l'approbation de 3.000 logements supplémentaires dans des colonies israélienne de Cisjordanie. En une semaine, ce sont l'équivalent de 6.000 logements qui ont été annoncés, soit le double du nombre des projets approuvés sur l'ensemble de l'année 2016.

La France condamne fermement cette décision. Elle rappelle, à nouveau, que la colonisation est contraire au droit international, notamment à la résolution 2334 du conseil de sécurité des Nations unies, et qu'elle compromet sérieusement les perspectives d'une paix juste et durable.

Le 15 janvier dernier à Paris, 75 pays et organisations internationales ont rappelé que la solution des deux États restait la seule à même d'apporter une paix juste et durable au Proche-Orient. Ils ont aussi appelé les parties à démontrer concrètement un attachement sincère à cette solution et à s'abstenir de toute action unilatérale./.